

*l'Anti*capitaliste

n°777 | 27 novembre 2025 | 1,50 €

l'hebdomadaire du NPA ~ L'ANTICAPITALISTE



À LA UNE

Construire un front de lutte contre le budget de casse sociale

Page 2

INTERNATIONAL

Ukraine. Face au plan Trump-Poutine, résistance antifasciste!

Page 4

ARGUMENTS

30 ans après, retour sur la grande grève de 1995

Page 5

CHAMP LIBRE

Entretien avec Omar Alsoumi, porte-parole d'Urgence Palestine

Page 8

Édito

La vie d'une bulle

Tragédie en 3 actes

Par **FÉLIX MACHIN**

D'abord il y eut les ordinateurs. La productivité allait exploser! Et puis Robert Solow, «Nobel d'économie», constata que les ordinateurs étaient partout... sauf dans les statistiques de productivité. Ensuite vint Internet. La productivité allait exploser! Elle ne décolla pas, et l'écroulement de la bulle emporta le fleuron de l'époque, Enron, dopé aux fraudes comptables. Aujourd'hui, c'est l'IA: 423 milliards investis en 2025, plus de 500 attendus en 2026, pour les seules grandes entreprises américaines. Ceux qui en dénoncent les coûts humains, sociaux et écologiques ne seraient que des grincheux. Et puis les doutes. Lundi, on apprend qu'après le géant SoftBank, le fonds du milliardaire Peter Thiel (cofondateur de PayPal et Palantir) vend ses actions Nvidia (principal gagnant de l'engouement pour l'IA, qui produit des puces pour les data centers). Même les pires engeances du système hésitent. Sundar Pichai, patron d'Alphabet (Google), craint publiquement une «bulle IA». Mercredi, Nvidia annonce des résultats records: les bourses s'envolent... puis se retournent. On doute que les clients puissent payer, et que les réseaux énergétiques suivent. Le dernier acte, on le connaît: tôt ou tard, le château de cartes des investissements délirants et des financements circulaires s'effondrera. Les dégâts dépasseront largement le capital fictif de la bourse: l'IA est le principal moteur de la croissance américaine, et l'explosion de la bulle plongerait l'économie mondiale dans une crise aux conséquences désastreuses sur les populations, qui viendront s'ajouter aux coûts humains, sociaux et écologiques déjà importants de l'IA. Les investissements et le crédit devraient être sous le contrôle de la population, à travers un secteur bancaire public. Et l'IA ne pourrait nous apporter du positif que si son usage et son développement étaient eux aussi contrôlés démocratiquement. Un grand pouvoir implique une grande responsabilité. Les capitalistes sont irresponsables. Dégageons-les.

Bien dit

Elle n'a aucune chance d'être conforme

La constitutionnaliste ANNE-CHARLÈNE BEZZINA n'a aucun doute: la proposition de loi de Laurent Wauquiez visant à interdire le foulard aux mineures de moins de 16 ans dans l'espace public est contraire à la Constitution. Cela ne l'empêche pas d'être dangereuse. Elle continue à construire l'islam comme un problème et à amplifier encore l'islamophobie. Et ce sera une nouvelle occasion de faire avancer la fascisation par la mise en cause des «verrous» constitutionnels.

À la Une

Construire un front de lutte contre le budget de casse sociale

Après 125 heures de débats et d'amendements, la partie recettes du budget a été rejetée à l'Assemblée nationale.

Fait historique, un seul député a voté pour. C'est désormais le Sénat qui va aggraver la note pour l'immense majorité de la population. Cela étant, qu'il s'agisse de la version Lecornu ou de celle qui sortira du Sénat, nous aurons affaire à un budget de guerre sociale contre les classes populaires.

Un budget de guerre sociale

Cette orientation budgétaire épargne les entreprises qui touchent des centaines de milliards d'aides publiques sans contrepartie. Les riches et ultra-riches, qui ont vu leur patrimoine exploser, sont choyés. Les moyens alloués à l'armée vont augmenter, marquant ainsi la volonté de l'État français de défendre ses intérêts impérialistes et coloniaux dans le monde, alors que le budget des services publics et des collectivités territoriales continue de s'éroder fortement. Dans le même temps, les malades, les retraités, la jeunesse, les femmes et les migrants, les privés d'emplois, les salariés des services publics et du secteur privé ou du secteur associatif sont attaqués plus que jamais.

Le PS en renfort de Lecornu

Lecornu continue d'affirmer qu'un budget pourra être adopté d'ici le 31 décembre. On pourrait penser que le Premier ministre est un adepte de la méthode Coué. Mais sa confiance n'est pas totalement dénuée de réalisme, car le PS est de plus en plus enclin à sceller un compromis avec Macron-Lecornu et ce qui leur



reste d'attelage parlementaire. Olivier Faure le réaffirme à chaque micro tendu: le PS ne veut pas bloquer le pays, le PS est prêt à trouver un accord avec le gouvernement. En effet, il est loin le temps où le Parti socialiste défendait le programme du NFP, d'ailleurs cela n'aura duré que le temps des élections législatives provoquées par la dissolution de Macron. Depuis, toute la stratégie du PS consiste à occuper l'espace central laissé vacant par le délitement des macronistes, et ceci en recomposant un arc de force à vocation majoritaire avec une partie de la droite et du centre... Avec son positionnement social-libéral, le Parti socialiste vient rappeler à celles et ceux qui l'avaient oublié qu'il y

a deux gauches irréconciliables en France. L'une d'adaptation au capitalisme débridé et aux politiques austéritaires, l'autre qui refuse la course à l'abîme social, écologique et démocratique d'un système de plus en plus violent. Le Parti socialiste entend poursuivre ces politiques désastreuses pour la jeunesse, les travailleurs et travailleuses. Il porte une immense part de responsabilité dans la désespérance des classes populaires et dans la montée de l'extrême droite qui se retrouve aujourd'hui aux portes du pouvoir. En rompant l'unité qui s'était construite autour du programme du NFP, le Parti socialiste accroît les divisions au sein de la gauche sociale et politique à un moment où

notre camp social doit empêcher Bardella-Le Pen d'accéder à la présidence de la République.

Pour un front social et politique de combat

Alors que la situation sociale se dégrade, que la misère et les inégalités explosent, que les plans de licenciements s'accroissent dans le secteur privé et qu'une saignée est en cours dans le secteur associatif et culturel, nous avons besoin plus que jamais d'un front social et politique de combat. L'ensemble des forces syndicales, associatives et politiques opposées au compromis avec Macron et Lecornu doivent se rassembler pour s'opposer à ce budget de casse sociale et à l'extrême droite qui attend son heure. Il est de la responsabilité des forces antilibérales et anticapitalistes de s'unir dans la rue et dans les urnes. Construisons ensemble des expressions communes et des initiatives unitaires pour dénoncer partout dans le pays les politiques du gouvernement, pour soutenir les mobilisations sociales, pour mettre en mouvement notre camp. Nous devons toutes et tous nous retrouver dans les luttes nombreuses et variées qui existent à l'échelle locale. Nous devons toutes et tous amplifier les échéances nationales des prochaines semaines. À commencer par la manifestation nationale du 29 novembre en solidarité avec le peuple palestinien et le 2 décembre dans le cadre de la journée intersyndicale de grèves et de manifestations.

Victor Zak

Acturama



Contre les violences de genre, contre l'extrême droite et ses provocations, en solidarité avec les femmes du monde entier de Gaza au Soudan, du Congo à l'Ukraine, nous étions dans la rue à Paris ce samedi pour exprimer notre colère. Les racistes et les transphobes n'ont rien à faire dans nos luttes féministes. Solidarité avec toutes celles qui subissent les violences et résistent à ceux qui les imposent.

PHOTOS: MARTIN NODA / HANS LUCAS



GAZA Une résolution de l'ONU scandaleuse et coloniale

La résolution 2803 organise la poursuite du contrôle israélien sur Gaza. Elle entérine une fragmentation coloniale du territoire, s'appuie sur des milices supplétives et prépare la poursuite durable de l'oppression des GazaouiEs. Notre seule réponse doit être la mobilisation pour la justice et la libération.

La résolution 2803 a été adoptée la semaine dernière à l'unanimité, à l'exception de la Russie et de la Chine qui se sont abstenues. Elle est donc censée être appliquée. Il s'agit théoriquement de la mise en musique du plan dit « Trump » en 20 points : ses premiers jalons — retrait de l'armée d'occupation de Gaza, cessez-le-feu, entrée de l'aide humanitaire — devaient être engagés en échange des otages.

Israël ne respecte aucune des exigences qui lui incombent

Depuis l'annonce du cessez-le-feu, on compte plus de 500 violations et plus de 300 morts. L'aide humanitaire n'entre qu'au compte-gouttes, et de nombreux témoignages concordent pour dire qu'elle est bloquée en Jordanie ou à la frontière égyptienne. Concernant le retrait des troupes, Israël a instauré deux zones : une « zone rouge », placée sous le contrôle des PalestinienNEs, et une « zone verte » — qui reprend le nom de la zone coloniale installée par l'armée US au centre de Bagdad après l'invasion de 2003 — séparées par une « ligne jaune ». Cette ligne coupe Gaza en deux en s'appuyant sur les corridors nord et sud, rendant — si c'était encore possible — l'enclave plus verrouillée encore. Israël contrôle ainsi Rafah au sud, Beit Hanoun au nord et la quasi-totalité des terres cultivables.

Pire encore, selon le journal israélien *Maariv*, l'armée israélienne équipe et protège des gangs armés, autorisés à agir de part et d'autre de la ligne jaune. La zone verte leur sert de base arrière, alors même qu'il est interdit aux GazaouiEs de s'en approcher sous peine de mort. Pour le gouvernement israélien, ces clans armés sont de potentielles alternatives pour la gouvernance future de Gaza, en opposition au Hamas. En pillant l'aide destinée à une population affamée,

PLAN DE PAIX



ils ont montré qu'ils ne cherchent en rien à protéger les civilEs et qu'ils n'ont aucun scrupule à servir les intérêts d'Israël. Ce recours à des milices auxiliaires pour réprimer, voire organiser des massacres, sans s'impliquer directement, est une méthode qu'Israël a déjà employée, notamment au Sud-Liban ou lors de Sabra et Chatila. C'est une façon d'opérer dont Israël est familier.

Sans les GazaouiEs, contre les GazaouiEs

Pour le reste de la résolution — la force d'interposition (ISF), la gouvernance de Gaza (« gouvernement technocratique », selon les termes du texte) et la démilita-

risation du Hamas —, le chemin est bien moins tracé. Malgré le vote, les États ne se bousculent pas pour envoyer des troupes, et le flou domine pour l'instant. Plusieurs plans provisoires ont bien été avancés par les autorités américaines, mais une chose est sûre : on ne demandera pas son avis au peuple de Gaza. Et il ne sera pas prioritaire, puisque les « efforts » de reconstruction se concentreront d'abord sur la zone verte, tandis que la rouge restera en ruine. Les PalestinienNEs susceptibles d'habiter cette zone verte devront prouver qu'ils et elles — ainsi que leur famille — n'ont eu aucun lien avec le gouvernement du Hamas au cours des vingt dernières années. Cette exigence va exclure une part très importante de la population, le Hamas administrant toute la bande depuis précisément vingt ans. Elle crée de facto un nouveau bantoustane et ajoute une division supplémentaire à l'apartheid israélien. Il n'y a, enfin, aucune raison de croire les promesses de Trump, d'Israël ou des pays arabes complices. Tout porte à croire, au contraire, que seules celles qui promettent l'enfer aux PalestinienNEs seront tenues.

Face à cette indécence, solidarité et mobilisation

Les grandes lignes de ce plan et de cette résolution sont tout simplement scandaleuses, et faire miroiter un État palestinien à l'issue du processus est simplement une insulte à l'intelligence, à l'humanité et à la décence minimale.

Les PalestinienNEs ne peuvent compter que sur le soutien international, la pression sur les gouvernements complices, les sanctions sur Israël. Tous et toutes le 29 novembre pour défendre ces revendications élémentaires de justice.

Édouard Soulier

Un exemple parmi tant d'autres : samedi 8 novembre, des colons israéliens ont attaqué un groupe de villageoisEs palestinienNEs, de militantEs et de journalistes réunis pour la récolte des olives près d'un avant-poste de colons en Cisjordanie occupée. L'agression a été menée par des Israéliens armés de bâtons, de matraques et de grosses pierres, à proximité du village palestinien de Beita, au nord de la Cisjordanie. Une trentaine de militantEs et de villageoisEs, ainsi qu'une dizaine de journalistes, étaient présentEs lorsque des dizaines d'hommes sont descendus d'un avant-poste situé sur une colline pour lancer leur attaque.

Une saison des olives sous tension

L'expansion des colonies israéliennes s'intensifie : de nouveaux avant-postes apparaissent en Cisjordanie, tandis que les attaques de colons ont atteint un record historique en octobre 2025. Selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU (OCHA), il s'agit du plus grand nombre d'agressions recensé en un seul mois depuis le début du suivi par les Nations unies, en 2006.

PALESTINE En Cisjordanie, la colonisation se poursuit

Pendant que le génocide se poursuit à Gaza, la colonisation des territoires palestiniens occupés s'accélère en Cisjordanie, avec une très grande violence.

Ces attaques surviennent en pleine saison de récolte des olives, alors que les colonies israéliennes sont construites illégalement sur des terres palestiniennes situées à proximité des oliveraies. Entre le 1^{er} et le 27 octobre, 126 attaques liées à la cueillette, entraînant des blessures ou des dégâts matériels, ont été recensées. Elles provoquent la perte de récoltes lorsque les oliviers sont coupés ou brûlés, mais aussi l'intimidation des propriétaires palestinienNEs. Ces violences peuvent conduire au déplacement des PalestinienNEs ou à l'abandon des terres, avec des coûts économiques et sociaux élevés pour les communautés locales. L'olivier est plus qu'un symbole en Palestine : il fait partie intégrante du paysage et des

écosystèmes, c'est un véritable emblème. L'ONU estime que l'industrie de l'huile d'olive fait vivre plus de 100 000 familles palestiniennes et représente un quart du revenu agricole brut des territoires occupés. Cela en fait, pour les colons, une cible politique et économique privilégiée.

Une résistance populaire réprimée par le sang

Israël continue d'assassiner des civils palestinienNEs en Cisjordanie. Selon l'ONU, entre janvier et octobre, les troupes israéliennes ont tué 44 mineurEs dans ce territoire occupé. Aucun des responsables n'a été poursuivi ou sanctionné. Le plus souvent, l'armée ne prend même pas la peine d'ouvrir une enquête.

Rappelons qu'en février dernier, l'armée d'occupation israélienne a vidé le camp de Jénine, créé pour les réfugiés de la Nakba. Plus de 500 familles vivent désormais dans les dortoirs d'une université, dont elles risquent à tout moment d'être expulsées. Toute résistance populaire face à la terreur israélienne est drastiquement réprimée. Ainsi, vendredi 7 novembre, l'armée d'occupation a annoncé avoir tué deux adolescents, Mohammed Ateem et Mohammed Qasim, accusés d'avoir lancé des cocktails Molotov dans le village de Judeira. Continuons d'exiger la fin de l'occupation israélienne, la décolonisation et le droit au retour des réfugiés. De Gaza aux territoires occupés en Cisjordanie, en passant par Jérusalem-Est, le peuple palestinien résiste, et nous devons le soutenir !

An Gwesped

No comment

Les accidents mortels au travail à un niveau record

764 personnes sont mortes en France en 2024 à la suite d'accidents du travail dans le secteur privé, un record. C'est ce que révèle le « Rapport annuel de l'Assurance-maladie - Risques professionnels », publié mardi 18 novembre. Il faut y ajouter 318 victimes d'accidents de trajet et 215 des suites d'une maladie professionnelle, soit un total de 1297 personnes (sans compter la fonction publique, les agriculteurs...). Le capitalisme tue.

Agenda

Jeudi 27 novembre, réunion publique du NPA « Montée du fascisme, comment résister ? » avec Ugo Palheta, Vitry-sur-Seine (94). À 19h30, salle Robespierre, 3, allée du Coteau.

Jeudi 27 novembre, réunion publique du NPA « 20 ans de violences policières – Des violences d'État, racistes et coloniales », Albi (81). À 19h, 5, rue Sainte-Marie à Albi.

Vendredi 28 novembre, conférence-débat « De l'islamophobie coloniale à l'islamophobie contemporaine » avec Olivier Le Cour Grandmaison, Limoges (87). À 20h30, salle Jean-Pierre-Rimbaud à Limoges.

28-29-30 novembre, forum « Palestine libre », Ivry-sur-Seine (94). Espace Robespierre. Lire page 8.



Lundi 1^{er} décembre, réunion-débat du NPA « Les luttes d'émancipation au Moyen-Orient » avec Joseph Daher, Lyon (69). À 19h, salle Labourbe, 6, rue Labourbe à Vénissieux, métro Parilly.

Vendredi 5 décembre, conférence-débat « Quel avenir pour la question Palestinienne ? » avec Gilbert Achcar, Grenoble (38). À 20h, à la Maison du tourisme de Grenoble (Tram A et B – Maison du tourisme).

Mardi 9 décembre, rencontre avec Karyna Chmeliuk du réseau de solidarité « Hromada crimea » : « Ukraine, comment résister à l'occupation ? », Paris (75). À 19h au CICP, 21 ter rue Voltaire, 75011 Paris.



Plus d'articles, plus d'actus, des vidéos, des analyses et des émissions sur

l'Anticapitaliste.org

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
redaction@npa2009.org

Diffusion :
diffusion@lanticapitaliste.org

Administration :
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
1225-C-93922

Société éditrice :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication. SARL au capital de 3500 € (durée 60 ans).

Tirage :
1800 exemplaires

Directrice de publication :
Penelope Duggan

Secrétaire de rédaction :
Olivier Lek Lafferrière

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 21
Mail: rotoimp@wanadoo.fr



KANAKY Naïma Moutchou : encore le passage en force

La ministre des Outre-mer effectuait sa visite en Kanaky - Nouvelle-Calédonie du 10 au 14 novembre. Alors qu'elle annonçait au début de son voyage qu'elle «voulait seulement écouter et comprendre», elle a annoncé la tenue d'une consultation citoyenne locale en février 2026 sur l'accord de Bougival.

Le gouvernement avait obtenu le report des élections provinciales au printemps 2026 à condition qu'il permette de mener des consultations dans le territoire auprès des forces politiques et de la société civile pour arriver à un accord consensuel. Ce voyage devait permettre de mener ces consultations et, notamment, de faire revenir le Front de libération kanak et socialiste, FLNKS, à la table des négociations. Celui-ci a d'ailleurs remis un projet d'entente-cadre pour l'indépendance.

Une consultation sur un accord non finalisé

Mais à la fin de son voyage, Naïma Moutchou inverse le calendrier et veut faire valider le projet de Bougival par une consultation citoyenne. Le problème c'est que cet accord n'est pas finalisé et encore moins consensuel. Le Sénat coutumier et le FLNKS refusent le projet d'accord et l'Uni, qui regroupe l'Union progressiste mélanésienne et le Parti de la libération kanak, Palika, veut obtenir des garanties pour que le transfert des compétences régaliennes ne soit pas bloqué par une majorité des trois cinquièmes au congrès du territoire.

Une consultation qui ne s'appuie sur aucun texte constitutionnel

Concernant les modifications de la loi organique comme veut le faire le projet d'accord de Bougival, ce sont les accords de Nouméa qui en ont fixé le cadre. Il faut un référendum avec le corps électoral spécial gelé, ainsi que l'a confirmé le Conseil constitutionnel il y a deux mois. Cette consultation citoyenne ne s'appuie sur aucun texte et n'aura pas de valeur juridique.

Aucun budget prévu pour la reconstruction du territoire

Les difficultés que rencontre le secteur du nickel, le chômage qui touche la jeunesse, ainsi que la crise économique nécessitent des milliards d'euros. Mais rien n'est prévu dans le budget 2026 pour la Kanaky - Nouvelle-Calédonie. C'était bien sûr une condition à la signature de Bougival par certaines forces indépendantistes et aussi par les non-indépendantistes.

C'est Naïma Moutchou elle-même qui a dévoilé l'objet de la manœuvre : «la trajectoire vers l'indépendance ne s'inscrit pas dans une démarche de consensus». Son problème c'est que l'indépendance est inscrite dans les accords de Nouméa et qu'elle est un obstacle à la stratégie militaire et économique que Macron a définie pour l'Indopacifique. Après l'organisation du troisième référendum sans les Kanak en 2021 et le dégel du corps électoral en 2023, cette consultation est donc un nouveau passage en force de la macronie pour sortir du chemin vers l'indépendance.

Francois - Montreuil

À lire sur le site



Guerre et profit en République démocratique du Congo,
par Paul Martial



USA. Six parlementaires disent aux troupes américaines: «n'obéissez pas aux ordres illégaux»,
par Dan La Botz



Gaza. La résistance puise dans le sang et les larmes, la terre et l'amour,
par Marie Schawb

UKRAINE Face au plan Trump-Poutine, résistance antifasciste!

Un an après la réélection de Trump, les contours d'un ordre mondial dominé par les autocrates se partageant des «sphères d'influence» se clarifient. Le plan Trump-Poutine pour l'Ukraine s'inscrit dans la continuité du plan pour Gaza. Les néofascistes s'entendent sur le dos des peuples, la barbarie militaire et les pratiques génocidaires sont récompensées par des «accords de paix» aux conditions de l'agresseur.

La révélation du plan en 28 points, qui reprend la quasi-totalité des exigences de Vladimir Poutine, a eu l'effet d'un choc violent pour les UkrainienNEs, déjà épuisés par bientôt quatre ans de guerre sanglante — mais aussi pour une Union européenne éclectique, en quête de «défense» et de politiques autonomes. La proposition divulguée par les États-Unis conduirait à la capitulation de l'Ukraine sur tous les plans.

Un plan de capitulation militaire et territorial

Sur le plan militaire, l'armée ukrainienne devrait être réduite de moitié, perdrait l'accès aux renseignements US et à toute aide en matériel, abandonnerait les armes qui lui permettent des tirs de longue portée. Aucune armée étrangère ne pourrait stationner sur le territoire ukrainien. Au niveau territorial, l'Ukraine devrait céder non seulement la Crimée et les autres territoires occupés, mais aussi les parties des régions non conquises par la Russie de Poutine.

Un plan de capitulation économique et politique

Sur le plan économique, ce sont les États-Unis qui bénéficieraient d'un accès privilégié aux ressources et aux contrats de reconstruction en Ukraine. La souveraineté politique serait remise en question, avec l'obliga-

tion de rétablir la branche ukrainienne du Patriarcat de Moscou de l'Église orthodoxe et de reconnaître le russe comme langue officielle. Enfin, les garanties de sécurité future se limiteraient à «l'engagement» du régime russe à ne plus attaquer l'Ukraine et ses voisins: une victoire pour celui qui a déjà montré le peu de valeur de sa parole, pendant que les UkrainienNEs devraient inscrire

dans leur Constitution l'impossibilité de rejoindre l'OTAN. En outre, l'amnistie totale serait accordée à l'ensemble des dirigeants russes...

L'Ukraine et l'UE dos au mur

En cas de refus, l'Ukraine mais aussi l'UE se retrouveraient lâchées par les États-Unis, dont elles dépendent encore pour résister aux menaces russes qui,



au-delà de l'Ukraine, inquiètent tous les pays de l'ancienne URSS et d'Europe de l'Est. L'Ukraine est dos au mur, mais Zelensky, soutenu par l'UE, a rejeté le plan tout en s'engageant à des négociations de paix se basant sur les 28 points — et sur des contre-propositions de l'UE. Poutine, de son côté, se frotte les mains tout en réévaluant ses exigences à la hausse, c'est-à-dire la fin complète de l'indépendance de l'Ukraine, espérant la fragilisation intérieure du régime Zelensky face aux coûts humains et civils de la guerre et à la corruption.

Une accélération de la fascisation mondiale

Une capitulation de l'Ukraine serait une catastrophe pour ses populations, livrées à la violence génocidaire du régime poutinien, mais aussi un feu vert pour d'autres «incursions» russes, pour les ambitions de Trump sur le Groenland, ou encore de Pékin sur Taïwan. Plus largement, ce serait un coup terrible pour notre camp social et une accélération de la fascisation mondiale en cours. La lutte du peuple ukrainien est au cœur de la résistance antifasciste du 21^e siècle — contre le pacifisme abstrait et le militarisme. Les extrêmes droites ne s'y trompent d'ailleurs pas en soutenant comme un seul homme le plan Trump-Poutine. Toujours indépendante des politiques du gouvernement Zelensky et de nos gouvernements, notre mobilisation va être essentielle dans les semaines à venir. De l'Ukraine à la Palestine, l'occupation est un crime!

Groupe Solidarité Ukraine du NPA

EUROPE Soutenir la lutte chez Valeo en Pologne

En Pologne, une grève totale a bloqué la semaine dernière la production des usines Valeo de Chrzanów, Trzebinia et Mysłowice. La principale d'entre elles, à Chrzanów, emploie 2 500 salariéEs et produit les systèmes d'éclairage avant et arrière de voitures de plusieurs grandes marques en Europe, toutes aujourd'hui potentiellement impactées par cette grève.

Valeo est une entreprise importante en Pologne, y employant 7 000 salariéEs. C'est, rappelons-le, le 11^e équipementier automobile mondial, un des principaux fleurons français du secteur.

Le respect commence par le salaire

Le mouvement est organisé par «Août 80», un syndicat combatif né d'une scission de Solidarność (qui est désormais totalement aligné sur les positions patronales). Un référendum, obligatoire par la législation en vigueur, s'est conclu par plus de 90 % en faveur du déclenchement de la grève. Les revendications portent notamment sur des augmentations de salaire, 1 000 zlotys soit 235 euros. Mais le mouvement, préparé depuis plusieurs mois, a mis au grand jour les conditions de travail déplorables et le mépris dont la hiérarchie de l'usine fait preuve à l'égard des ouvrierEs.

«Le respect commence par le salaire», ce mot d'ordre inscrit sur une banderole placée devant l'entrée de l'usine illustre ce qui est à la racine de la grève. «Les gens s'évanouissent à cause de la chaleur aux machines, et vous devez demander une pause. Nous sommes contrôlés tout le temps, même en allant aux

toilettes, le temps est mesuré avec un chronomètre à la main. C'est un camp de travail, pas une usine moderne» — rapporte l'un des travailleurs de la production.

Un «cessez-le-feu» jusqu'au 8 décembre

Face aux grévistes, Valeo a utilisé l'arsenal des briseurs de grève: appel à des boîtes de milice privée, recours à une main-d'œuvre intérimaire contrainte de travailler 12 heures par jour, contournement des entrées de l'usine bloquées par les grévistes, hélicoptères pour assurer le transport des pièces, menaces de licenciements et... agressions physiques de grévistes. Sans oublier le chantage à la délocalisation de la Pologne vers la Roumanie, comme quoi les délocalisations ne sont pas à sens unique et s'inscrivent dans la logique de la concurrence patronale du tous contre tous. Les ouvrierEs de Valeo rencontrent un appui venant à la fois d'autres entreprises voisines et de la population environnante, qui apporte bois de chauffage et boissons chaudes, bien utiles pour tenir les piquets de grève dans les gelées de novembre.

Dans ce contexte, la direction de Valeo a été amenée à accepter l'ouverture de

négociations, ce qui leur était refusé depuis plusieurs mois. En réponse, le syndicat Août 80 a annoncé la suspension de la grève — pas la fin du conflit — mais un «cessez-le-feu», selon sa propre expression, jusqu'au 8 décembre.

À Paris, solidarité avec les ouvrierEs de Valeo Pologne

La lutte continue. Des contacts ont été pris avec des syndicats en France. SUD Industrie, la CGT Valeo et FO Valeo ont apporté leur soutien. Comme décidé depuis plusieurs jours, les ouvrierEs de Valeo Pologne vont interpellier directement la direction de ce groupe français mondialisé dont le siège est à Paris. À une trentaine, ils viennent à Paris mercredi 26 novembre et participent ce jour-là à un rassemblement militant devant le siège du groupe.

À l'heure de la montée des nationalismes aux relents nauséabonds, tant en France qu'en Pologne, il n'y a pas de meilleur antidote que cette solidarité concrète par-delà les frontières contre un même patron. Encore faut-il comprendre qu'à contre-courant des vents dominants, une telle solidarité ne s'affirme pas spontanément, mais n'est rendue possible ici en France que par des militantEs maintenant au cœur du mouvement ouvrier les exigences internationalistes.

Un grand salut aux ouvrierEs de Valeo en Pologne et à leur syndicat Août 80: leur lutte continue. Ils peuvent et doivent gagner!

Blog NPA auto-critique



RETOUR SUR LA GRANDE GRÈVE DE 1995

Il y a trente ans, la grève de l'hiver 1995 a mis des millions de travailleurEs dans la rue et infligé un revers d'ampleur au pouvoir libéral. Face au « plan Juppé », attaque systémique contre la Sécurité sociale et les retraites, la mobilisation a ouvert une brèche dans le cycle des défaites et posé les bases des luttes des années suivantes.

La chaleur de l'hiver 1995

Juin 1936, mai-juin 1968, novembre-décembre 1995, trois mobilisations, espacées d'une trentaine d'années, qui ont « paralysé » le pays pendant plusieurs semaines. « Une irruption violente des masses dans le domaine où se règlent leurs propres destinées ».

La montée du chômage au milieu des années 1970, puis, après 1981, les désillusions provoquées par la politique des gouvernements de gauche, cautionnée par les organisations syndicales, pèsent sur les mobilisations. Les restructurations du tissu industriel avec la quasi-liquidation de grands secteurs (sidérurgie, mines), souvent bastions du mouvement syndical, s'accompagnent de profonds reculs sociaux. Même si de grandes luttes ont marqué l'époque (sidérurgie, Renault, Peugeot, Alstom), c'est un sentiment de défaite qui domine.

Changement de climat

À partir de 1986, premières réactions avec les luttes des lycéenEs, des cheminotEs, de la RATP, des infirmières, des routiers et des marins. Souvent critiques des stratégies syndicales, mettant en place des structures d'auto-organisation (coordinations), elles anticipent les crises du mouvement syndical qui ouvrent la voie à la création de la FSU et à la croissance des SUD. À partir de 1989, grève aux finances publiques, puis, en 1993, à France Télécom et à Air France. En 1994, lutte contre le Contrat d'insertion professionnelle (CIP). Sur le terrain politique, Chirac est élu en 1995 sur le thème du combat contre « la fracture sociale ».

Mais, fort à l'Assemblée d'une large majorité, le gouvernement décide d'engager des réformes profondes de la Sécurité sociale, de mettre en cause le développement de la SNCF au travers d'un Contrat de plan et de s'attaquer aux régimes spéciaux de retraite.

Une multitude d'attaques

Si l'on retient souvent la grande manifestation du 25 novembre pour les droits des femmes, rassemblant plusieurs dizaines de milliers de manifestantEs comme point de départ de la mobilisation, les directions syndicales CGT et FO, notamment, ont depuis plusieurs mois labouré le terrain. FO, qui a déjà perdu la responsabilité de la gestion de l'Unedic, n'a pas l'intention de se laisser déposséder de celle de la CNAM, au bénéfice de la CFDT avec la mise sous tutelle financière du Parlement. Les Fédérations CGT du secteur public, dont notamment les cheminotEs et les électriciens-gaziers, sont des piliers du syndicat et le système de retraites un des fondements du statut de la fonction publique. Dès le début de l'année 1995, les deux confédérations organisent des journées d'action pour défendre la Sécurité sociale. En parallèle, un puissant mouvement étudiant démarre sur la question des moyens

dans les universités. En octobre, plusieurs journées de grèves et de manifestations sont massivement suivies dans la fonction publique. Mobilisation qui prend de l'ampleur en novembre avec de nouvelles manifestations et le démarrage de la grève reconductible à la SNCF.

De grandes mobilisations

C'est à partir de ce moment que la grève prend toute son ampleur ainsi que les débats remettant en cause le consensus qui, depuis la chute du Mur de Berlin, semblait avoir rendu le capitalisme indépassable. La grève massive des transports publics entraîne un quasi-blocage de l'activité avec un large soutien de l'opinion et donne naissance au contestable concept de « grève par procuration ». Mais c'est l'ensemble du secteur public qui est dans la grève, fournissant les nombreux et grands cortèges des manifestations. La radicalisation de la mobilisation et des débats entraîne une large fracture dans l'ensemble de la société. D'un côté les défenseurs inconditionnels de l'évolution libérale, avec Juppé « droit dans ses bottes » derrière lequel se retrouvent, outre la droite unie, toute une partie de l'intelligentsia, mais aussi la direction de la CFDT et la majorité du PS. De l'autre, toutes celles qui refusent la régression sociale. Le Juppéthon,

1995, UN TRÈS BON MILLÉSIME



La grève massive des transports publics entraîne un quasi-blocage de l'activité avec un large soutien de l'opinion et donne naissance au contestable concept de « grève par procuration »

défi lancé par Juppé sur l'atteinte du seuil de 2 millions de manifestantEs, est relevé mi-décembre et le gouvernement renonce à modifier le système des retraites, au contrat de plan de la SNCF, mais maintient sa réforme de la Sécurité sociale. La constitution d'un front syndical combatif CGT-FSU-FO-SUD ne permet pas de masquer la faiblesse de la mobilisation dans le privé, plombé par l'absence de riposte au passage à 40 annuités imposé en catimini pendant l'été 1993 par Balladur. Malgré les assemblées

significatives de cheminotEs, le faible développement de l'auto-organisation interprofessionnelle laisse les directions syndicales à la manœuvre et ne permet pas au mouvement d'aller plus loin. Malgré sa victoire au goût amer, le mouvement gréviste de l'automne-hiver 1995 marque une rupture dans le long cycle des reculs et ouvre la voie à un renouveau des mobilisations féministes et des luttes des « sans » : sans-papiers, logement, privéEs d'emploi...

Robert Pelletier

Le « plan Juppé », un plan global de destruction de la Sécu

Ce plan poursuit l'offensive contre la Sécurité sociale menée par les gouvernements « de gauche » et de droite qui l'ont précédé. Il marque pourtant un tournant par sa cohérence et sa brutalité. Face à la puissance de la mobilisation sociale, le volet « retraites » du plan Juppé fut retiré afin d'en préserver les autres aspects qui s'appliqueraient par ordonnances en 1996 et seront le cadre de toutes les contre-réformes ultérieures, jusqu'à aujourd'hui.

Baisser la part socialisée des salaires

La création de la Sécurité sociale, en 1945, a permis une avancée sociale majeure. En plus du salaire « net » directement payé au/à la

« Nous allons réussir ce qu'on n'a pas osé entreprendre depuis 30 ans ». Le 15 octobre 1995, Alain Juppé, premier ministre, dévoile à la tribune de l'Assemblée nationale son plan global de contre-réformes de la protection sociale.

salariéE, tout employeur est dans l'obligation de verser aux caisses de Sécurité sociale une part supplémentaire de salaire, les cotisations, pour financer les retraites, le système de santé ou les allocations familiales. Pendant les années de croissance économique et de gains de productivité qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale, l'augmentation de cette part socialisée du salaire était tolérable par le Capital (même s'il s'y opposait). Elle lui devint insupportable à partir des années 1980, dans une période où maintenir les profits imposait de s'attaquer aux salaires. Orchestrées

Le plan Juppé met en place simultanément de multiples mesures pour réduire les dépenses couvertes par la Sécu et exonérer le plus possible les patrons de leur financement

par l'Union européenne, les contre-réformes libérales se sont succédé. Le plan Juppé en fut un « modèle » : il met en place simultanément de multiples mesures pour réduire les dépenses couvertes par la Sécu et exonérer le plus possible les patrons de leur financement.

1) Le plan Juppé instaure, chaque année, le vote par le Parlement du projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) en même

temps que le vote du budget de l'État. Il fixe par avance les enveloppes de dépenses maxima pour chaque branche de la Sécurité sociale. En s'emparant de la gestion des cotisations des assuréEs sociaux, l'État se donne tous les moyens d'imposer l'austérité et de ramener la protection sociale à une assistance minimale.

2) Le plan Juppé accélère le désengagement des employeurs du financement

de la Sécurité sociale : des impôts (CSG, CRDS) payés avant tout par les classes populaires se substituent aux cotisations versées par les entreprises.

3) Le plan Juppé prévoit l'extension aux salariéEs du secteur public et aux régimes spéciaux (SNCF, EDF, RATP...) des attaques contre les retraites mises en œuvre pour le secteur privé par la réforme Balladur en 1993.

4) Concernant l'hôpital, le plan Juppé a créé les agences régionales de l'hospitalisation (ARH), avec à leur tête un directeur tout-puissant, « bras armé » du pouvoir pour restreindre les budgets

hospitaliers, organiser les fermetures et restructurations de services, répartir les crédits entre établissements publics et privés.

L'étatisation de la Sécurité sociale voulue par le plan Juppé, loin de s'opposer à la privatisation des systèmes de santé et de retraite, est au contraire sa condition. La réduction de la protection sociale publique à une couverture minimale et insuffisante ouvre la voie à l'extension des assurances « complémentaires » privées (fonds de pension pour les retraites, assurances santé pour les soins).

J.C. Delavigne

PROJET DE LOI DE FINANCES Un amendement contre les animaux

Pour la troisième année consécutive, malgré deux échecs les années précédentes, un amendement au projet de loi de finances visant à asphyxier financièrement des associations diffusant des images d'élevages ou d'abattoirs a été déposé par plusieurs députés Les Républicains et Horizons.

Cet amendement, adopté à deux voix près par la commission des finances, demande la suspension des avantages fiscaux pour tout don fait à une association qui serait condamnée pour introduction dans le domicile d'autrui, diffamation, ainsi que pour six autres infractions. Les associations de défense des animaux sont explicitement visées dans l'exposé des motifs (L214 a même été citée dans l'hémicycle comme cible de cet amendement) et s'inquiètent de la perte financière potentielle en cas de condamnation liée à leur mission d'information. Le RN va encore plus loin en proposant que la défiscalisation des dons faits à toute association condamnée soit supprimée.

Une nouvelle atteinte à la démocratie

La liberté d'information est directement mise en danger par cet amendement qui cherche à faire disparaître les lanceurs d'alerte, devenus ces dernières années l'une des cibles principales des porteurs de voix de la FNSEA et des lobbies. Cette nouvelle attaque contre les associations et la liberté d'expression et d'information est un nouveau marqueur inquiétant de la connivence entre droite et extrême droite. L'instrumentalisation de la détresse des éleveurs pour attaquer la liberté d'informer est bien à l'avantage des lobbies et des géants de l'agro-industrie qui contrôlent le système dans son ensemble. En effet, il est dans l'intérêt économique de l'industrie de l'exploitation animale de cacher la réalité des élevages et des abattoirs, afin que les consommateurs de « produits » qui en sont issus continuent d'en acheter sans se questionner. Pourtant, les éleveurs ou travailleurs d'abattoir sont eux-mêmes régulièrement ceux qui contactent L214 et lancent l'alerte sur les problèmes inhérents à l'exploitation des animaux. Tracer une ligne entre, d'un côté, des prétendus « méchants animalistes » ennemis du terroir et, de l'autre, des « bons éleveurs » qu'il faudrait protéger est des plus caricatural et bien éloigné de la réalité.

Continuer à informer

Si nous avons conscience que la fin de l'exploitation animale ne passera pas uniquement par l'information pure et simple des pratiques d'élevage et d'abattage, il est néanmoins essentiel de continuer cette mission d'information. Les élevages et les abattoirs ont toujours des pratiques opaques, et redoutent par-dessus tout une transparence qui leur serait économiquement défavorable.

Cet amendement est un nouveau verrou à la mise en place d'un système de consommation éclairé, mais il est aussi un pas supplémentaire dans la répression d'État qui s'attaque aux militants animalistes et antispécistes. Il est nécessaire de le dénoncer et de le combattre aux côtés des associations directement visées.

Commission cause animale



MIGRANT·E·S Lutte pour le maintien d'une structure de scolarisation des élèves étrangers à Limoges

Cette structure existe depuis 1978, au sein du collège P. Donzelot de Limoges. Nommée aujourd'hui UPE2A (Unité pédagogique pour élèves allophones arrivants), on l'a appelée « classe d'accueil ».

C'est un espace d'apprentissage important comptant une soixantaine d'élèves étrangers de 11 à 16 ans chaque année. C'est aussi une équipe aguerrie ayant des liens avec les milieux éducatif et associatif tissés de longue date qui permettent un véritable accompagnement des enfants et de leurs familles.

Une volonté claire de démantèlement

Mais voilà, depuis juin, le bruit a commencé à courir que l'UPE2A de Donzelot allait être démantelée. À la rentrée, sa dotation horaire s'est vue amputée de 11 heures hebdomadaires, à l'encontre des besoins recensés par les personnels. Puis, la volonté de réduire drastiquement la capacité d'accueil (en passant de 4 à 1 ou 2 classes) a paru se confirmer.

Les personnels, eux, ont décidé de ne pas attendre sagement le démantèlement : lors des manifestations des 10 et 18 septembre 2025, ils ont parcouru les cortèges en brandissant des pancartes en défense de leur UPE2A. Puis ils ont frappé aux portes, surtout à celles où l'on n'avait pas trop envie de leur répondre : direction du collège, DSDEN (Direction départementale de l'Éducation nationale), CASNAV (Centre académique pour la scolarisation des élèves allophones nouvellement arrivés et enfants de familles itinérantes et de voyageurs).

Aucune réponse claire n'a été fournie mais les éléments de langage sont au point : arguments pédagogiques de l'inclusion, géographiques de la proximité ou de baisse démographique.

Une pétition (soutenue par les syndicats Snes, CGT, FO, Unsa, Sud, CFTD) a recueilli près de 2 000 signatures en à peine deux semaines, prouvant que du monde

défend cette structure de scolarisation des élèves étrangers et refuse les coupes budgétaires dans le service public d'éducation.

Attaques diverses contre les plus vulnérables

Cette mesure constitue une attaque contre les plus vulnérables de notre société, les migrantEs, qui vivent en situation d'insécurité permanente et pour qui ces classes peuvent

constituer un refuge. Chercher à les démanteler, en période de progression de l'extrême droite, c'est faire la politique des plus racistes et réactionnaires comme des ultra-libéraux.

La colère gronde d'autant plus que cette mesure arrive dans un paysage déjà bien amoché en matière d'aide aux migrantEs. L'association Culture Alpha, qui donnait des cours de français depuis 45 ans, a dû cesser toute activité depuis le 31 octobre 2025, faute de subventions. La Mission locale, qui accompagne aussi des jeunes étrangers, est très fragilisée par la baisse des subventions prévues. Le département PS de la Haute-Vienne vient de supprimer 640 000 euros de subventions à l'association Varlin Pont-Neuf, qui héberge 25 mineurs non accompagnés mais ne pourra plus le faire à

partir de janvier 2026. Quant au collectif Aucun enfant à la rue, il vient de faire le sinistre décompte que 44 enfants (étrangers) sont à la rue depuis la fin de la semaine dernière, mais le maire de Limoges écarte avec cynisme les demandes d'ouverture d'une ancienne école de la ville.

Que ce soit l'État avec l'Éducation nationale, le département ou la municipalité, tous ces irresponsables politiques s'accordent pour faire des économies sur le dos des étrangers. La convergence des luttes est à l'œuvre. Le rassemblement de mardi 25 novembre devant le collège Donzelot a réuni 150 personnes : personnels de l'Éducation nationale, associations, syndicats, partis...

Nous ne les laisserons pas faire. Aurélie M.



MigrantEs Calvados, stop à la chasse aux sans-papiers! Des contrôles de police ont eu lieu dans plusieurs gares le 6 novembre dans le Calvados. Selon la préfecture, les forces de police agissaient dans le cadre de « la lutte contre l'immigration irrégulière ». Ces contrôles massifs ont été mis en place par l'ex-ministre Retailleau et sont menés un peu partout en France. Les organisations membres du collectif Antiracisme et solidarité du Calvados se sont élevées contre ces opérations, avec une déclaration signée par de nombreuses associations et collectifs de défense des migrantEs, les syndicats CGT, FSU, Solidaires et Union Pirate, et plusieurs partis : le NPA, LFI, Génération.s et le PCF. Un extrait de cette déclaration : « (...) Ces déploiements policiers à la sortie des gares SNCF ou routières (...) visent à rendre la vie impossible aux exiléEs sans papiers et à instiller l'idée que l'immigration, a fortiori "irrégulière", égale insécurité. Ils sont largement inspirés par la traque aux migrants menée par Trump aux États-Unis d'Amérique et applaudie par l'extrême droite. Mais la seule insécurité en la matière, c'est celle dont souffrent les personnes sans-papiers, menacées d'être interpellées, voire internées administrativement, au moindre de leur déplacement (...). Ces opérations de contrôle doivent cesser. L'immigration n'est pas un problème. Le problème, c'est le racisme. (...) Nous demandons la régularisation immédiate des personnes sans-papiers. » Le 18 décembre, journée internationale en soutien aux migrantEs, sera une occasion de réclamer ensemble la régularisation de toutes les sans-papiers.

CorrespondantEs

À lire sur le site



Saint-Denis: dix ans après l'assaut du RAID, ne rien oublier

Le 18 novembre 2015 à Saint-Denis, l'assaut du RAID au 48 rue de la République a

plongé une quarantaine de familles dans la terreur d'État : toutes les habitantEs, réveillées par les tirs, blessées ou cachées, ont été traitées comme des menaces, extirpées de leurs logements, insultées, et des hommes musulmans ou assimilés placés en garde à vue au faciès. L'immeuble est devenu inhabitable en six heures...

Par le NPA Saint-Denis 93



Sans-papiers : à Grenoble, une occupation ouvre des portes!

Depuis le 19 novembre, une occupation d'ampleur a débuté à Grenoble : celle du

siège de la « Métro » (la communauté d'agglomération), où se sont réfugiés près de 70 familles sans-papiers, soit 150 personnes dont une trentaine d'enfants. Celles-ci vivaient jusqu'ici dans le quartier de la Villeneuve, dans des appartements du bailleur social Actis laissés vides et repris en main par des marchands de sommeil...

Par notre correspondant



Unité contre les discriminations à M2Log Meung-sur-Loire (45)

À l'appel du syndicat CGT de M2Log (filiale du groupe Deret), un débrayage et un

rassemblement unitaire de soutien ont eu lieu le vendredi 21 novembre. Quelques jours avant les élections des délégués du personnel, des tracts racistes et homophobes avaient été retrouvés dans les toilettes et la salle de pause de l'entreprise. Ils visaient personnellement un candidat CGT, provoquant un tollé dans et au dehors de l'entreprise...

Par notre correspondante

Vie du NPA l'Anticapitaliste

CENTRE D'ÉTUDES MARXISTES Che Guevara, toujours vivant, toujours brûlant

Lundi 17 novembre, le Centre d'études marxistes (CEM) a réuni nos camarades Michael Löwy et Olivier Besancenot pour parler de la pensée politique du révolutionnaire pour qui les paroles devaient toujours être mises en actes, ce dont sa vie entière a été une brillante illustration.

humanisme révolutionnaire profond.

Des idées pour l'action

Dans une seconde partie, Olivier Besancenot nous a amenés à nous départir des certitudes et du dogme, présentant un Che en constante interrogation, en perpétuelle évolution. La perspective d'une révolution ne lui est pas apparue comme une vérité révélée dans les livres, mais comme la conséquence nécessaire de rompre avec un ordre de misère défendu par des coups d'État et des dictatures, face auxquels la pratique réformiste reste inutile. Dans cette dynamique, il pense la lutte armée non comme une stratégie valable en tout temps et en tous lieux, mais plutôt comme une tactique adaptée à une situation donnée, posant aussi la question de l'appui nécessaire des masses. Enfin, Olivier Besancenot a montré comment le révolutionnaire est toujours resté dans le collimateur des défenseurs de l'ordre en tout genre, présenté tantôt comme un aventurier apolitique, tantôt comme un stalinien sanguinaire... La preuve que sa pensée garde encore toute son

actualité et sa pertinence pour penser l'action révolutionnaire et la place de l'individu dans cet acte émancipateur profond. Prochain rendez-vous du CEM

lundi 17 décembre pour parler de l'intersectionnalité et de la lutte des classes avec Sarah Mazouz, Sarah Mako et Aurore Koechlin. **Correspondant**

ST-NAZAIRE Campagne «Violences policières, violences racistes!»

20 ans après la mort de Zyed et Bouna, l'intervention d'Amel, de la commission antiracisme du NPA, a permis de revenir sur deux décennies de violences policières et racistes lors de notre réunion publique.

En 2023, suite au meurtre de Nahel, la jeunesse racisée des quartiers populaires de St-Nazaire s'était soulevée pour dénoncer ce crime policier. Les rivalités de quartier avaient alors disparu le temps de ces soirées de révolte qui avaient montré une réelle conscience de classe et antiraciste.

Affaiblir, désarmer et démanteler la police

Amel est revenue sur la nécessité, pour les militantEs révolutionnaires, de mener un travail régulier contre les violences policières avec les premierEs concernéEs, «pour ne pas attendre un nouveau crime policier pour agir». L'activité du comité pour préparer cette initiative a permis d'engager ce processus avec un accueil déterminé dans les quartiers populaires et auprès des personnes qui subissent le racisme. Cette réunion a également permis de comprendre pourquoi articuler des revendications pour affaiblir, désarmer et démanteler la police est crucial pour s'attaquer à un système capitaliste et colonial qui s'appuie sur la police pour maintenir son ordre. Le désarmement de la police municipale sera d'ailleurs une des revendications de la liste unitaire à laquelle nous participons pour les élections municipales.



NPA

Une lutte antifasciste

Les vociférations du RN dans la presse contre notre réunion ont montré que dénoncer les violences policières et les violences racistes est une bonne façon de faire vivre notre antifascisme. Nous remercions l'ensemble des camarades qui sont venuEs apporter leur solidarité afin d'être en capacité, quoi qu'il arrive, de tenir la réunion publique. Les échanges avec la cinquantaine de participantEs sont venus questionner les difficultés à agir contre les violences policières et le développement de la surveillance généralisée dans un contexte où autoritarisme et lois sécuritaires paraissent indépassables. Ils ont révélé que ce sujet était primordial car sans analyse des fondements de la répression, elle peut rapidement tétaniser. Ils ont également conduit plusieurs personnes, assistant à une réunion publique pour la première fois, à vouloir militer. Les participantEs se sont quittés avec la ferme intention de poursuivre le travail contre les violences racistes et policières.

Le comité du bassin nazairien

Devant 75 personnes, les deux intervenants sont largement revenus sur les idées mises à l'écrit dans un livre commun écrit il y a 8 ans, *Che Guevara, une braise qui brûle encore*. Tout en réfutant la mythification et l'hagiographie du militant d'origine argentine, l'engagement, l'internationalisme, l'humanité, du Che ont irrigué les présentations limitées et la discussion qui a suivi.

Une pensée indépendante et libérée

Passant des armes à la plume, Che Guevara a écrit de nombreux ouvrages, soit comme éléments de sa propre biographie, en particulier de jeunesse, soit pour aider à penser la situation de Cuba après la révolution de 1959. Michael Löwy a d'abord insisté sur la méfiance du Che par rapport aux écrits soviétiques, très formatés, pour se libérer du poids pesant de l'URSS. Portant une vision critique de l'économie soviétique, il s'en est progressivement détaché, développant la nécessité d'une planification réellement démocratique pour construire le socialisme. Son internationalisme conséquent — qui l'a amené après Cuba à continuer la lutte guérillériste au Congo puis en Bolivie où il a été capturé puis exécuté — l'a aussi éloigné du stalinisme qu'il rejetait profondément. Conscient que la lutte contre le capitalisme était internationale, il a soutenu les luttes des peuples du monde entier comme celle du Vietnam, illustrant un

Culture

DOCUMENTAIRE Espagne, une guerre sans fin, de Stéphane Benhamou et Barbara Necek

Documentaire en deux parties. Disponible sur arte.tv jusqu'au 10/06/2026.

À l'occasion du cinquantenaire de la mort de Franco, la contribution d'Arte est à recommander.

Le premier épisode commence avec la proclamation de la Deuxième République, le 14 avril 1931. Le roi Alphonse XIII part alors en exil. Le documentaire est limpide sur ce qui déplaît aux possédants et porte en germe l'intervention

de la réaction : la victoire de la gauche s'appuie sur un programme radical qui, en plus de mesures sociales comme le divorce et la réforme agraire, s'en prend au monopole de l'Église sur l'instruction ; et le gouvernement projette d'accorder au Pays Basque et à la Catalogne un statut spécifique. Le second volet se termine en soulignant un élément trop rarement mentionné : le lien organique, filial, entre la dictature et la monarchie. Souvent présenté comme garant du processus

démocratique, le règne des Bourbons est en fait purement et simplement un legs de Franco ! L'intervention de témoins appartenant à des familles «des deux côtés» aurait pu inquiéter en ces temps de fausse objectivité et d'«équidistancialisme» stérilisant. Mais les réalisateurs en jouent avec brio. Tous les témoins issus de familles nationalistes ne sont pas des gros fachos — certains apportent même un éclairage intéressant sur la mémoire — mais les deux qui le sont le sont à un tel point



que voir surgir un tel échantillon de franquisme tardif à l'écran a de quoi faire frémir... Ils existent, ne l'oublions pas !

Claude Moro

SPECTACLE Mérou, de Lou Trotignon

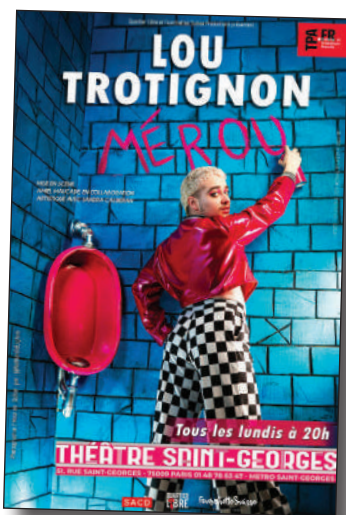
Stand-up, tous les lundis à 20 h au théâtre Saint-Georges à Paris, jusqu'au 30 décembre.

Saviez-vous que le mérou est l'un des seuls poissons qui peut changer de genre ? Eh oui, s'il le souhaite, un mérou naît femelle et meurt mâle. C'est ce que j'ai découvert grâce au spectacle, hilarant et politique, de l'humoriste Lou Trotignon. Pendant plus d'une heure, il retrace avec facilité et pédagogie son parcours de transition FTM. «Female to male» ? Pas vraiment ! Plutôt «female to mérou», donc. S'il ne se sent pas en accord avec le

genre féminin qu'on lui a attribué à la naissance, il ne se sent pas un homme pour autant. Il raconte les expériences qui l'ont conduit à entamer son parcours de transition, notamment celle du strip-tease, qu'il exerce pendant plusieurs années et qui l'amène à se questionner sur son rapport au corps et à la féminité — qu'il est obligé de surperformer. «Une mamec», ça coûte cher. Mais se débarrasser de ses seins va devenir une nécessité. Après un parcours

du combattant, il finit par accéder à l'opération — non remboursée par la Sécu et extrêmement chère. Alors Lou ironise : «Tout l'argent que j'ai gagné avec mes seins... je l'ai utilisé pour m'en débarrasser». Fou rire dans la salle. Sans spoiler, vous repartirez avec la joie et la lutte au cœur, des courbatures aux zygomatiques, et une farouche envie de filer sur internet pour voir à quoi ressemble un mérou. Foncez !

Louise G. Asher



Événements militants, achats personnels ou cadeaux

► **Librairie La Brèche**

27, rue Taine, Paris 12^e | Métro Daumesnil
contact@la-breche.com | 01 49 28 52 44

★ **la-breche.com**

« Contribuer à la résistance anticoloniale antiraciste avec pour boussole la résistance farouche du peuple palestinien »

Entretien. **Omar Alsoumi**, porte-parole d'Urgence Palestine, aborde les enjeux du mouvement de solidarité avec la Palestine dans cette nouvelle phase du mouvement.

Selon toi, à quelle étape de la lutte on en est aujourd'hui ?

On est dans une étape extrêmement critique de la lutte du peuple palestinien. Après deux ans de génocide et une violence coloniale sans limite, les forces coloniales israéliennes ont réussi à maintenir une alliance très large et à imposer un cessez-le-feu qui n'en est pas un.

Les Américains ont réussi à imposer les termes d'une *Pax americana* qui donne en réalité à Israël un rôle absolument central de gardien des intérêts impérialistes dans la région. Avec la complicité, hélas, de forces arabes et de pays à majorité musulmane, pour obtenir des concessions. Ces concessions seraient la possible émergence d'un État palestinien comme aboutissement d'un processus qui est en réalité colonial. L'occupant continue d'occuper la bande de Gaza, soumise à un siège dont les Israéliens ont les clés. La situation dans la bande de Gaza est terrible : 90% des personnes y vivent comme des déplacés dans des habitats insalubres. L'accord de cessez-le-feu reste violé quotidiennement par les Israéliens. Les camions d'aide sont des camions de commerçants, il y a très peu de produits de première nécessité. Très peu de choses échappent aux marchands de guerre.

Plus de la moitié de la bande de Gaza reste occupée par les Israéliens, qui continuent de bombardier quand et comme ils le souhaitent. On est passé d'un génocide de haute intensité à une logique de contrôle et de domination qui se traduit dans la bande de Gaza par une volonté très claire de continuer l'entreprise de destruction du peuple palestinien et de nettoyage ethnique.

Quels sont les enjeux de la solidarité internationale et du mouvement de libération de la Palestine ?

Avec le sacrifice terrible du peuple palestinien depuis le 7 octobre, il y a une prise de conscience nouvelle. À travers le monde, une génération entière s'est levée, des campus américains jusqu'en Europe et au-delà dans le monde arabe et le Sud global. Il est aujourd'hui de plus en plus évident qu'on a affaire à un régime colonial, génocidaire, allié de l'impérialisme.

La guerre génocidaire continue et se prolonge par d'autres moyens

Face à cela, il est nécessaire de combattre par tous les moyens nécessaires. La première tâche de la solidarité internationale, c'est de lire de façon lucide cette réalité qui s'impose : la guerre génocidaire continue et se prolonge par d'autres moyens : politiques, diplomatiques, économiques mais aussi militaires. Notre tâche, c'est de poursuivre la mobilisation pour des sanctions qui permettent d'isoler et d'ébrécher la légitimité

du régime colonial sioniste et de ce régime d'apartheid.

Les forces populaires mobilisées partout à travers le monde ont obtenu quelques victoires : l'expulsion de l'équipe israélienne du Tour d'Espagne, l'annulation de la Philharmonie israélienne en Belgique, l'annulation de la participation d'entreprises israéliennes au Forum du tourisme en Italie et l'annulation de la participation des entreprises israéliennes au Salon de l'armement Eurosatory en France.

En revanche, à l'échelle des États, Israël continue de bénéficier d'une impunité totale. L'enjeu, c'est aussi de structurer les outils qui vont nous permettre de mettre fin à cette impunité terrible dont jouit le régime colonial sioniste. Le cadre général de cette action, c'est bien sûr celui de la campagne BDS (Boycott, désinvestissement, sanctions), mais aussi des cadres qui sont nés de façon organique pour le désarmement d'Israël. Un autre enjeu important est la lutte juridique contre l'impunité de l'armée de réserve constituée par tous ces binationaux qui vont et viennent entre la ligne de front et l'Europe, et la France singulièrement. Ce sont des criminels de guerre qui doivent être poursuivis et rendre des comptes.

Dans le mouvement de solidarité, il y a un spectre très large. Comment tu vois ces débats ?

En fait, il y a un dégradé de positions qui correspond au niveau d'attachement à la centralité des PalestinienNEs et de leur autodétermination. En Europe et en France, qui restent profondément marquées par des cadres de pensée liés à l'histoire coloniale, il y a une difficulté à centrer la discussion sur l'autodétermination du peuple palestinien. Ceux qui sont engagés avec cette boussole se battent pour la libération de la Palestine et la fin du régime d'apartheid israélien. D'autres se détachent plus ou moins de ces revendications au nom d'une forme de pragmatisme qui, en réalité, est une défense de l'ordre colonial existant.

Mais aujourd'hui, notre voix, celle des PalestinienNEs en lutte, celle de la résistance anticoloniale plus que centenaire de notre peuple, est dans une situation offensive : il y a un intérêt sans précédent pour la question palestinienne, un enjeu très fort à continuer à défendre la nécessité de la décolonisation de la Palestine, qui est aussi une décolonisation des esprits, des structures sociales et politiques de la France et de l'Europe.

On peut se dire que ce sont des objectifs politiques extrêmement ambitieux quand on voit combien on peut se sentir petitEs et démunisEs, mais la réalité est que la seule façon de donner un sens au sacrifice terrible du peuple palestinien à Gaza et dans tout le reste de la Palestine, c'est de se retrousser les manches et de faire ce travail politique et militant

qui est la seule façon d'être fidèle à la mémoire de nos martyrs et au sacrifice de nos prisonnierEs.

Quelle est la place d'Urgence Palestine dans cette bataille ?

Urgence Palestine est l'expression en France d'une situation presque globale : partout les diasporas palestiniennes ont ouvert des brèches dans le paradigme dominant, celui des accords d'Oslo, des solutions à deux États imposées au peuple palestinien. Partout, en Europe notamment, des voix palestiniennes émergent pour organiser la solidarité avec le peuple palestinien sur des bases anticoloniales.

La reconfiguration du mouvement de solidarité avec la Palestine est une responsabilité en France, malgré les freins et les blocages spécifiques à cette société et à ce moment politique dans lequel on continue le combat et la lutte.

Urgence Palestine est une organisation populaire anticoloniale qui s'est construite autour des PalestinienNEs et qui a pour vocation d'assurer que la Palestine joue son rôle de fer de lance de la lutte anticoloniale et antiraciste. C'est une mission historique particulièrement importante à l'heure de la montée du fascisme, de cet imaginaire génocidaire de plus en plus assumé des extrêmes droites, de ces milliardaires qui prétendent diriger le monde.

Quel est le rôle du Forum pour une Palestine libre dans ce cadre ?

Après deux années d'une lutte d'urgence extrêmement intensive contre le génocide, avec l'arrivée de ce cessez-le-feu, il est nécessaire d'ouvrir l'espace de la discussion stratégique, de la discussion politique, du bilan mais aussi des perspectives de cette lutte extraordinaire qui a été celle des masses populaires en France et en Europe, aux côtés du peuple palestinien.

L'objectif du Forum pour une Palestine libre qui se tient en région parisienne, à Ivry, du 28 au 30 novembre, c'est de permettre aux personnes solidaires du peuple palestinien de participer aux discussions et aux échanges, avec notamment des invitéEs palestinienNEs de partout, de Palestine jusqu'à New



URGENCE PALESTINE

York en passant par différentes capitales européennes, et de participer ainsi à poser le cap et les orientations stratégiques du mouvement pour les mois et les années qui viennent.

Peux-tu nous parler de l'acharnement répressif contre toi mais plus largement contre le mouvement ?

Je suis toujours réticent à parler de la répression dont on fait l'objet quand on doit centrer la discussion en réalité sur l'immensité du sacrifice du peuple palestinien : la situation des personnes qui, après les premières pluies aujourd'hui, se retrouvent inondées dans leurs tentes, dans la bande de Gaza, les attaques constantes de colons partout en Cisjordanie, etc.

Il y a un continuum colonial qui tente d'anéantir toutes les voix des résistances anticoloniales

Et en même temps, il faut remarquer la réalité d'un continuum colonial qui, de la bande de Gaza jusqu'aux capitales des démocraties soi-disant libérales, tente d'anéantir toutes les voix de la résistance palestinienne et des résistances anticoloniales en général. Il y a un raidissement de l'ordre dominant qui s'exprime par cette répression orchestrée par des bourgeoisies alliées aux sionistes qui n'ont plus que la matraque pour faire régner leur domination.

Et en France, c'est cette complicité structurelle du gouvernement français – et même de l'État français – qui se traduit par l'alignement politique avec le régime génocidaire et par l'impunité qui lui est offerte, d'une part, et, de l'autre côté, la répression du mouvement de solidarité avec la Palestine et singulièrement des voix palestiniennes en son sein.

Propos recueillis par Antoine Larrache le 24 novembre 2025

L'image de la semaine



Suis-nous

linktr.ee/lanticapitaliste

lanticapitaliste.org
[NPA Lanticapitaliste](#)
[Lanticapitaliste](#)
[Lanticapitalis1](#)
lanticapitaliste.presse
[lanticapitaliste](#)



Retrouve-nous

Sur notre chaîne YouTube L'Anticapitaliste, le média du NPA : vidéos, émissions, reportages, entretiens sur l'actualité des luttes avec celles et ceux qui les font !

Découvre notre presse

Profite de notre promotion d'essai :

12 € = 3 mois d'hebdo

ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

Et chaque mois, l'Anticapitaliste la revue

Le n°170 est disponible

Pour te le procurer, tu peux envoyer un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à : **l'Anticapitaliste**, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.



Abonne-toi



Soutiens la presse anticapitaliste et reçois l'Anticapitaliste chez toi le vendredi !

Découvre toutes nos offres d'abonnement sur notre site (6 mois, 1 an ou à durée libre).

Contacte-nous

Pour faire remarques et observations, envoyer des photos ou des articles, écris-nous à : redaction@npa2009.org



Dis-nous

Un problème avec ton abonnement ?

Il arrive trop tard dans ta boîte ? Fais-le nous savoir à : diffusion@lanticapitaliste.org